



HAL
open science

De l'inégalité objectivée à l'inégalité ressentie et aux peurs qu'elle suscite: les réfugiés pris au piège de l'identité

Sophie Moirand

► **To cite this version:**

Sophie Moirand. De l'inégalité objectivée à l'inégalité ressentie et aux peurs qu'elle suscite: les réfugiés pris au piège de l'identité . Revista de Estudios da Linguagem, 2016, Revista de Estudios da Linguagem, vol. 26 (n°3), p. 1015-1046. 10.17851/2237-2083.26.3.1015-1046 . hal-01471239

HAL Id: hal-01471239

<https://univ-sorbonne-nouvelle.hal.science/hal-01471239v1>

Submitted on 21 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'inégalité objectivée à l'inégalité ressentie et aux peurs qu'elle suscite: les réfugiés pris au piège de l'identité

From the objectified inequality to the perceived inequality and associated fears: refugees caught in the trap of identity

Sophie Moirand

Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle, Paris, França.

sophie.moirand@univ-paris3.fr

Résumé: Cet article interroge les relations entre *identité* et *inégalité* dans les récits publiés par la presse française, lors de *la crise des migrants* (ou *réfugiés*) en Europe (2015-2016). Après un rapide recensement des mots qui disent l'(in)égalité depuis le Siècle des Lumières jusqu'aux études récentes de sciences humaines, l'analyse s'attache à construire *le profil sémantique* de mots associés rencontrés dans les médias lors de micro-événements liés à cette crise, à partir de leurs cotextes (mots et constructions), telle l'inscription de la peur dans les discours représentés (*faire peur* vs *avoir peur*). Cette étude conduit à conclure: d'une part que ce qui sous-tend les formes discursives de *clivage identitaire*, c'est en fait "la peur de perdre son identité"; d'autre part que l'inégalité "ressentie" à travers une religion ou une ethnie remet en cause l'identité républicaine qui est, historiquement et toujours, celle de la France.

Mots-clés: discours des médias; émotion; identité; inégalité; migrant; peur; profil sémantique; sémantique discursive.

Abstract: This paper examines the relations between identity and inequality in French newspaper discourse about the migrants' or refugees' events in Europe (2015-2016). After compiling the words of (in)equality since the 18th century to recent studies of human and social sciences, the analysis focuses on building the semantic profile of keywords linked

to these events within its cotextual relations, as words and constructions of fear in media discourses (cause fear vs feel fear). This study leads to two conclusions: what underlies the discursive forms of identity cleavage is “the fear of losing its own identity”; inequality felt through religion or ethnicity undermines the republican identity, that is, historically and also, the identity of France.

Keywords: French daily press; emotion; identity; inequality; migrant; fear; semantic profile; discursive semantics.

Recebido em 24 de junho de 2016.

Aprovado em 21 de setembro de 2016.

On est parti du recensement *des mots qui “disent” l’(in)égalité*, puis *des mots et des constructions qui leur sont associés* lors du traitement par les médias de “la crise des migrants” en Europe (2015-2016) avant de s’arrêter sur *des instants discursifs* particuliers liés à cette crise lorsque, avec en toile de fond les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, l’expression de *la peur* a paru associée à *un sentiment d’inégalité identitaire*, entre des Européens installés dans leurs “racines chrétiennes” et les nouveaux et/ou anciens immigrants supposés avoir d’autres “racines”.

Des travaux de sciences humaines constituent le *corpus* de référence nécessaire au cadrage conceptuel de ce travail. Constitué sur scholar.google.fr à partir du mot-clé “inégalités sociales” et délimité dans le temps par un clic sur “depuis 2012”, il permet de recenser des études récentes publiées en français, qui elles-mêmes renvoient à des études antérieures. Le *corpus* de travail s’est ensuite appuyé sur un *corpus* exploratoire constitué à partir de google.fr de sites de journaux français, de chaînes d’information en continu, et sur des séquences textuelles recueillies autour d’énoncés contenant le mot “migrant” ou “réfugié” tout au long d’une période qui s’étend de l’été 2015 à l’été 2016 dans les médias.

L’approche reste ici qualitative dans la mesure où il s’agit de s’interroger sur les peurs liées à la notion d’inégalité, peurs “ressenties” ou “provoquées” par des groupes ou des individus que les médias (en particulier la presse quotidienne) représentent et dont ils “représentent” les paroles: au double sens des paroles “représentées” du discours rapporté

et de la représentation que les médias leur donnent en les sortant de leur cotexte et de leur contexte, en les traduisant plus ou moins fidèlement si nécessaire, pour les réinsérer dans d'autres co-textes et d'autres contextes, ceux des articles et journaux analysés ici.¹

1 Dire les inégalités à travers les mots et les images qui les représentent

La Déclaration universelle des droits humains constitue un point de départ pour relever des mots de l'(in)égalité. On se réfère à celle de l'Organisation des Nations Unies (1948), dont on cite ici quelques extraits² (voir dans l'article 2 l'ordre des "lieux" mentionnés d'une différence à proscrire³):

– Article premier

Tous les êtres humains naissent libres et **égaux** en dignité et en droits.

– Article 2

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, **sans distinction aucune**, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion...

– Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit à **une égale protection de la loi**.

Tous ont droit à **une protection égale contre toute discrimination** qui violerait la présente Déclaration [...]

¹ Voir les travaux de Authier-Revuz – ADF – et de Fairclough – CDA. Dans cette perspective, on retient ici la traduction de l'article de van Leeuwen (2009), qui utilise des catégorisations relevant de la sociosémantique pour analyser les pratiques sociales qui servent à légitimer ou délégitimer l'immigration en Australie dans un éditorial: "Our race Odyssey".

² Désormais, c'est moi qui **souligne en gras** dans les citations comme dans les extraits du *corpus* cités ici les mots et les constructions sur lesquelles reposent l'analyse des données et les catégories proposées.

³ *Déclaration universelle des droits de l'homme illustrée*. Paris: Les éditions du Chêne, 2015.

– Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitabement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial

– Article 14

1. **Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l’asile en d’autres pays.**

– Article 15

1. **Tout individu a droit à une nationalité.**

2. **Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.**

– Article 23

1. **Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.**

2. **Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal, pour un travail égal.**

3. **Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante...**

Ainsi “l’égalité” (et ses dérivés) est associée à d’autres mots (*équité, équitabement*), qu’il s’agit de définir par rapport à l’ensemble des humains en termes de droit: *toute personne / Tout individu a (le) droit ... / Nul ne peut... être privé... / Quiconque...* Des antonymes surgissent face à équité, égalité, parité, qui peu à peu prennent place dans les discours des médias: *l’inégalité* mais aussi les notions de *discrimination*, de *différence*, de *précarité* qui incitent à corriger, à éliminer, à lutter contre “les inégalités”. Mais la première Déclaration des droits humains (des droits de l’homme et du citoyen) remonte à la Révolution française, au siècle des Lumières: cela fait partie d’une *mémoire collective transnationale* (SANGAR 2015), et d’un *interdiscours*, qu’on croise au détour des discours politiques, lors des campagnes électorales, et des discours qui en rendent compte dans les médias. Et si on ne trouve pas dans la Déclaration le mot “inégalité”, il est cependant, *interdiscursivement*, présent. Aujourd’hui, dans les médias comme dans les travaux de sciences humaines, c’est “inégalité” qui semble davantage présent, et qui inscrit “en creux” son antonyme.

1.1 Des fondements historiques aux usages récents des mots de l'inégalité

L'ouvrage dirigé par P. Fiala (1999) offre un cadrage sémantique et historique sur les *Usages lexicaux et variations discursives des IN/ÉGALITÉ/S aux 18^e-20^e siècles* auquel on peut se référer, en particulier dans son chapitre introductif, qui montre l'importance que les mots de l'(in)égalité ont pris dans le discours sociopolitique au fil des ans:

Avec quelques autres, qui leur sont étroitement liés – liberté, justice, solidarité –, ces termes désignent des notions qui, **depuis le siècle des Lumières et la Révolution**, sont au centre des débats sociopolitiques. Fondements immuables du **discours Républicain**, ils sont aussi les supports dynamiques de revendications démocratiques et de luttes sociales pour des droits qui ont été progressivement définis, conquis, mais aussi périodiquement remis en cause: parité entre les sexes, justice sociale, droit à la santé, à l'instruction, au travail, au logement. (FIALA, 1999, p. 7)

Mais, comme le rappelle ce texte qui introduit les travaux récents de l'équipe CNRS travaillant dans le domaine de la lexicométrie, des textes politiques et de l'analyse de *corpus*, c'est après que Rousseau a substitué "à la réflexion traditionnelle sur les conditions de réalisation de l'égalité une interrogation plus fondamentale sur les causes concrètes de l'inégalité" que les mots de l'(in)égalité ont été liés aussi aux événements, depuis "Babœuf proclamant 'l'égalité réelle ou la mort'" jusqu'"aux mouvements récents pour l'instauration dans les institutions de la parité entre les sexes, pour la reconnaissance d'une égalité des droits sociaux aux immigrés, aux sans-travail, aux sans-papiers" (FIALA, 1999, p. 8-9).

Ainsi, au-delà de la formule républicaine de 1948, qui fixe le sens de "égalité" "*dans sa généralité*" en l'associant sans déterminant à 'liberté' et à 'fraternité', "*les transformations et les variations d'usage [...] sont considérables*", qu'il s'agisse de dérivés (égalitaire, inégalitaire), de variations contextuelles (équité, parité), de modifications comme "*la pluralisation*" du terme d'inégalité. Fiala rappelle que plus de 5000 travaux consacrés à l'égalité ont été recensés pour le seul XX^e siècle, dont la plupart reposent sur des approches conceptuelles, philosophiques, historiques, juridiques, économiques, sociologiques, politiques ou théologiques.

L'ouvrage porte sur les usages sociaux de ces mots en discours, ce qui est l'une des deux traditions de l'analyse du discours en France, celle de J. Dubois;⁴ l'autre sur laquelle je m'appuie également étant celle initiée par Pêcheux, en les revisitant à la lumière des concepts de Bakhtine/Voloshinov (MOIRAND, 2011). Mais si ce volume décrit l'usage des mots depuis l'époque fondatrice des Lumières jusqu'aux évolutions de la période contemporaine (y compris dans la parole des acteurs, où les inégalités se sont pas "nommées" alors qu'elles font partie "des expériences vécues" par ces locuteurs), on s'attache ici au fonctionnement de la notion à travers les mots qui la "disent" lors de micro-événements, qui font la une des médias pour en disparaître aussitôt, quitte à y revenir sporadiquement: ces "instants discursifs" permettent la constitution de "petits *corpus*"⁵ qui souvent s'inscrivent dans un événement globalement plus large. La consultation des travaux sur les époques antérieures jusqu'aux instantanés de l'histoire du temps présent permet, au-delà de la description des mots et des formulations qui "disent" l'inégalité, de mieux comprendre le sens de cette notion et son évolution.⁶

1.2 Les mots associés à l'(in)égalité aujourd'hui

Outre les mots inscrits dans la Déclaration universelle des droits humains, d'autres mots associés surgissent dans des travaux en sciences humaines et sociales, mots qui, lorsque les faits auxquels ils réfèrent sont médiatisés, se retrouvent à la une des journaux, dans les titres des articles de commentaire et sur les forums ou les réseaux sociaux.

Ainsi ce que Guilhaumou analyse dans son ouvrage *La parole des sans...* (1998) correspond, en France, à une période très médiatisée de l'inégalité "représentée" par la préposition *sans*, y compris dans les

⁴ De jeunes chercheur(e)s la "re-travaillent" aujourd'hui dans la perspective d'une sémantique discursive intégrant l'utilisation de logiciels (Née; Veniard, 2012; Pordeus Ribeiro, 2015); voir également Longhi (Coord., 2015) ainsi que le panel proposé par Brunner, Pordeus Ribeiro et Reboul-Toure au colloque *Discursos e desigualdades sociais*, septembre 2016, UFMG, Brésil.

⁵ La notion de "petit corpus" sera le thème d'un numéro de la revue *Corpus* (2017).

⁶ Ainsi au 19^e siècle parlait-on des "classes dangereuses", qu'on rapportait parfois à l'imaginaire des "bas-fonds", des lieux où l'on associait la misère (les mendiants) au vice et au crime (les gueux) – KALIFA, 2011.

journaux télévisés des chaînes généralistes, dans la dernière décennie du 20^e siècle. Spécialiste de science politique, Garcia (2012) s’est penché minutieusement, statistiques à l’appui, sur ce phénomène étrange, qui a surgi dans le monde médiatique au milieu des années 1990 en France: comment la télévision, habituellement sourde aux mobilisations des “exclus”, s’est subitement emparée de ces événements pour ensuite s’en détourner rapidement? Comment les rencontres ont-elles été possibles entre les médias généralistes (les chaînes de télévision) et ces mouvements sociaux? Comment la parole a été donnée aux leaders de ces mouvements, peu habitués à s’exprimer en public? Or ces mouvements (*celui des sans-logis* de la rue du Dragon pendant l’hiver 1994-1995, *celui des sans-papiers* de l’Église Saint-Bernard l’été 1996, *celui contre la loi sur l’immigration* début 1997, *celui des chômeurs* de l’hiver 1997-1998) font partie désormais, en France, d’une mémoire collective des médias, qui les rappelle en période de crise sociale, par exemple en mai-juin 2016 en France.

Autre décennie, et autre mot associé à l’inégalité lors des mouvements sociaux du milieu des années 2000 et au-delà (GARCIN-MARROU, 2007; PEETERS, 2012): la métaphore de *la fracture*, fracture sociale, fracture urbaine entre les banlieues et les centres des villes, fracture territoriale entre les villes et les campagnes, etc. Des démographes, des géographes, des sociologues ont contribué à construire l’image de lieux que l’on dit “sensibles”, qu’il s’agisse de zones rurales, des banlieues de grandes villes ou de la périphérie des villes moyennes. Le discours politique s’est vite emparé de ces formulations nouvelles, de même que le discours médiatique dans les commentaires, les débats, les tribunes, auxquels participent des spécialistes de sciences humaines, qui ont étendu “la fracture” au numérique, au culturel, à l’espace, voire à l’ethnie, le mot fracture étant alors associé à toutes sortes d’insécurité (GUILLUY, 2010; NÉE, 2012).

Ces mots n’ont pas disparu, et les “sans” font partie du paradigme des “exclus” des sociétés européennes, comme l’argumente Hazan dans un article du quotidien *Libération* le 7-10-2015 à propos de la crise des migrants, dont le titre reprend une nomination empruntée à Hannah Arendt (dans *Les origines du totalitarisme*) pour désigner une nouvelle catégorie qui avait émergé dans les années 1930: *Sauver les sans-droits de la mort sociale*, article qui m’a conduit à construire le *corpus* de travail analysé ici, et qui montre l’émergence d’une nouvelle catégorie “sans

droits”, celle de certains migrants dans l’Europe d’aujourd’hui, où se développent à nouveau des discours populistes (de droite).

Ainsi dire l’inégalité c’est d’abord la “nommer”, et pour l’analyste du discours c’est repérer les noms qu’on lui donne selon les époques, les genres de discours, les lieux de discours, les canaux du discours, les co-énonciateurs du discours, y compris dans la parole de ceux qui “ressentent” un sentiment d’exclusion (par exemple, les jeunes de certaines banlieues françaises lors des révoltes de l’automne 2005, certains Français en insécurité économique en ce début de XXI^e siècle, certains migrants “sans droits” aujourd’hui). On peut dès lors étudier cette inégalité “ressentie” et les “peurs” qui l’accompagnent, et pas seulement l’inégalité quantifiée des sciences sociales (1.3.) – voir les travaux sur des contextes non européens (LARA; LIMBERTI, 2015). En France, une enquête effectuée récemment à la demande du Secours populaire montre ainsi comment des enfants confrontés au chômage de leurs parents ou au mal logement manifestent leur peur de devenir pauvres⁷. Mais la simple observation des mouvements de recul de certains passants dans la rue à Paris face à des familles, migrants ou autres, qui vivent et dorment dehors, montrent que ceux qui n’ont rien (les sans...) font “peur” à ceux qui les croisent, et qui détournent leur regard.

Repérer les mots des inégalités sociales sur scholar.google constitue à ce titre une première étape dans les sciences sociales (qui pratiquent l’euphémisme en parlant de zones ou de catégories “sensibles”, plutôt que de “ghettos” ou d’“exclus”): une contextualisation nécessaire à l’analyse du discours des médias, qui diffusent et/ou commentent parfois les thèses et les points de vue de ces travaux.

1.3 Des inégalités à l’épreuve du discours des sciences humaines et sociales

Des repérages effectués sur scholar.google.fr (consultation du 29-05-2016, à titre d’exemple) à partir du mot-clé “inégalités sociales” et de la précision “depuis 2012” permettent de repérer quelles “inégalités” donnent lieu aujourd’hui à des travaux de sciences humaines et sociales

⁷ Communication d’A. Lama, directrice d’études à l’Institut Ipsos, sur “les Français et la pauvreté”, au séminaire sur “Les médias et les peurs primaires”, Laboratoire Communication et politique du CNRS, 12 avril 2016, Paris.

à partir des cotextes et des mots qui sont associés à la forme “inégalités” en français.

Cet inventaire permet de dégager des séquences semi-figées qui déterminent de quelle “inégalités sociales” il s’agit:

Les inégalités sociales de santé (ISS) [de loin les plus fréquentes de cet inventaire]
Les inégalités sociales à l’école
La ville pour tous, inégalités socio-spatiales
Inégalités sociales de participation électorale en France
Les inégalités ethno-raciales

et des combinaisons dans une phraséologie séquentielle plus “longue” permettant de repérer des mots associés dans certains titres d’articles ou d’ouvrages spécialisés ou au fil des résumés de présentation:

... la réduction des inégalités sociales de santé
... les inégalités sociales et territoriales de santé en milieu urbain
... la question des inégalités sociales de santé dans un itinéraire de chercheur
... Alimentation et inégalités sociales de santé
... la variation des inégalités sociales d’incapacité en Europe
... inégalités géographiques de santé en France
... effets électoraux des inégalités sociales dans le monde péri-urbain français
Evaluation des politiques publiques et inégalités sociales d’accès aux services de santé
... des choix d’aménagement urbain porteurs d’inégalités sociales et environnementales
Mobilité, accessibilité et équité: pour un renouvellement de l’analyse des inégalités à la ville
Vote et géographie des inégalités sociales
Les inégalités sociales, objet invisible pour l’éducation sexuelle?

Dans cet inventaire rapide, mais instructif, deux des ouvrages présentés (dont on reprend ici les “résumés” recueillis sur scholar.google.fr) ont constitué, avec les travaux déjà cités, l’arrière-plan conceptuel de l’analyse des *corpus* de presse sur la crise des migrants:

– *Inégalités et justice sociale* (DUBET éd., 2014)

La seule dénonciation globale des inégalités sociales ne suffit pas, car toutes les inégalités ne se “valent” pas: certaines sont visibles, d’autres moins, certaines sont perçues comme injustes, d’autres non. Il faut donc pouvoir **décrire et mesurer les inégalités sociales**, mais aussi savoir ce que nous en faisons **et comment elles affectent** plus ou moins profondément **la vie et l’action des individus**. En effet si **la conscience des inégalités** semble s’accroître, elle ne débouche pas pour autant sur des formes d’action collective véritablement intégrées et organisées [...]

– *Les Inégalités ethno-raciales* (SAFI, 2013)

Même si le discours politique peine à l’assumer, la France comme la majorité des sociétés occidentales est confrontée à **la question des inégalités ethno-raciales et des discriminations**. Comment **les appartenances ethniques et raciales participent-elles à la dynamique des inégalités sociales**? Y a-t-il des mécanismes spécifiques à ces formes d’inégalités? Quels sont les concepts et les outils mobilisés par la recherche pour les étudier [...]

Si les travaux des sciences sociales fournissent des concepts pour “penser” la notion d’inégalité, qui parfois constituent la réflexion d’arrière-plan des textes de commentaire ou des débats dans les médias, le travail sur le fonctionnement des mots qui “disent” l’inégalité dans les discours d’information sont ceux auxquels sont davantage exposés les citoyens ordinaires des pays européens (y compris à travers les réseaux sociaux qui les reprennent, les commentent, et les alimentent): ce sont ces dire “représentés” qui constituent les *corpus* analysés ici. On peut en effet “quantifier” les inégalités, comme par exemple dans les travaux sur les différences dans l’accès à l’emploi selon l’origine, le sexe, le lieu géographique, le niveau d’étude, etc., et ces travaux, qui tendent à l’objectivité des faits, sont parfois évoqués dans les médias. Mais ce sont d’autres traces de la “différence” qui font l’objet du présent travail: la façon dont sont “racontés” des faits liés à un *instant discursif* de l’actualité “en train de se faire” et dans lequel s’inscrivent des traces d’inégalité.

Sensibilisée d’une part par des travaux sur le discours politique identitaire (HAILON; RICHARD; SANDRÉ, 2012 et RICHARD; HAILON; GUELLIL, 2015), d’autre part par le traitement de la crise

des migrants dans les médias français et l'émotion suscitée par les images diffusées de groupes de migrants débarquant en Grèce ou en Italie ainsi que par les drames qui en découlent, invitée par ailleurs à intervenir dans un séminaire sur les "peurs identitaires"⁸, j'ai recueilli un *corpus* sur ce qu'on appelle désormais "la crise des migrants", crise dont on ne voit pas "la sortie" (VENIARD, 2013), qui lentement s'est installée dans le paysage européen de ce début du 21^e siècle, et dont le traitement me paraissait pris au piège de *la différence identitaire*, perçue comme une inégalité: la perception d'une différence de traitement. Début juin 2016, mois où se déroule en France "l'Euro de football", cette *inégalité identitaire* a été au cœur d'une polémique, à propos des joueurs de l'équipe de France, certains accusant l'entraîneur de "faire une différence" entre des Français susceptibles de faire partie de la sélection: une discrimination qui serait fondée sur leur origine ethnique et non sur leur qualité sportive (3.4. *infra*).

2 Les migrants "pris au piège" des différences identitaires

On s'interroge ici sur le sens de "mots" qui désignent des faits, des actes et des acteurs sociaux, dans une sphère d'activité langagière particulière, celle de la presse généraliste quotidienne, qui tend elle-même à "représenter" des discours qui viennent d'autres sphères d'activité. L'analyse part du tournant qui s'est opéré dans la représentation des migrants après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Il s'agit, à plus long terme, de construire *le profil sémantique* de mots associés à "migrants" lors d'instantanés discursifs qui s'échelonnent tout au long de l'événement (non synthétique) que l'on nomme "la crise des migrants" en Europe.

Si la méthode s'inscrit dans la tradition de l'analyse du discours française de Pêcheux pour l'inscription du sens dans l'histoire à travers le travail de la mémoire (*apud* MALDIDIER, 1990, p. 89), elle s'inscrit

⁸ Les premiers recueils de données ont fait l'objet d'une intervention sur "Les peurs identitaires" au Laboratoire Communication et Politique du CNRS (12 février 2016) dans le cadre du séminaire organisé par P. Lefébure et C. Sécaïl (LEFÉBURE; SÉCAÏL, 2016). Ce travail, commencé l'été 2015, a été poursuivi lors d'interventions ponctuelles, et en tant que professeure invitée à l'université de Roma Tre du 3 au 10 avril 2016. Cet article constitue une première version écrite sur "la crise des migrants" en Europe.

aussi dans le renouveau des sémantiques post-structuralistes, qui “n’ont plus peur du réel” (SIBLOT 1990), et qui considèrent l’activité de langage comme une manière de “saisir le monde”, ici lors de micro-événements mettant au jour les relations entre le langage et la construction des référents, entre les locuteurs et les objets du monde. Mais le sens découle de son inscription dans le temps et l’espace du discours, et de la place des mots dans leurs cotextes syntaxiques, énonciatifs, textuels, sémiotiques, discursifs... (VENIARD, 2013; MOIRAND; REBOUL-TOURE, 2015). C’est donc à travers le sens des mots en discours qu’on s’interroge sur *la différence* “ressentie”, qui débouche sur un sentiment d’inégalité, et qui se manifeste par l’expression de la peur dans *les discours sociaux* (ANGENOT, 2010) de ce début du XXI^e siècle.

2.1 Les mots et les constructions associés à la crise des migrants dans la presse française

L’observation de l’évolution des référents d’un toponyme, désignant à l’origine une petite île italienne proche de la Sicile met en scène la première inégalité de l’arrivée en Europe des migrants (“morts”, noyés ou disparus, ou “vivants”), jusqu’à sa transformation en une caractérisation désignant d’autres “îles” européennes, grecques cette fois: *La mort accoste à Lampedusa / L’Europe résignée à d’autres Lampedusa / Lampedusa épuisée et en colère / L’île de Lesbos: la Lampedusa grecque des réfugiés syriens* (MOIRAND; REBOUL-TOURE, 2015, p. 110).

Mais un titre du journal *le Monde* du 20-08-2015 (*L’Allemagne, dernier refuge des migrants*) et des informations prises “au vol” sur les chaînes télévisées d’informations en continu ont orienté la recherche vers l’accueil des migrants, et la distinction qui s’est alors opérée entre les migrants qui avaient droit à l’asile et ceux qui ne l’avaient pas, les uns et les autres participant à la représentation d’une Europe “débordée”: *Le nombre de candidats à l’immigration entrés illégalement dans l’Europe a franchi un nouveau record en juillet (Le Monde, ibidem)*, record dont la représentation discursive ira en s’accroissant (*UE: un million de réfugiés en un an – Libération, 23-12-2015*) jusqu’en mars 2016, au fil des images télévisées et des photos de presse qui montrent des femmes, des enfants, des hommes marchant en rangs serrés à travers l’Europe ou s’entassant derrière les barrières que certains pays vont construire ou les frontières que d’autres vont rétablir.

Trois mois plus tard, le nombre de migrants (on ne dit plus “immigrant”:⁹ personne ne sait quel pays les accueillera) n’a pas diminué. Mais les attentats de Paris ont fait prendre à la crise un tournant, dont la presse quotidienne se fait l’écho, et dont on a extrait des listes de “mots” et de “constructions” associés avec leurs cotextes, tels qu’on les a rencontrés au fil des reportages publiés dans les journaux *Libération*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *La Croix*, *Le Journal du Dimanche*:

A Leros, comme partout en Grèce, on s’inquiète désormais de ce que **la stigmatisation des réfugiés syriens**, du fait de la présence de ce passeport, faux ou non, auprès du terroriste de Saint Denis [retrouvé mort près du Stade de France], n’entraîne **une fermeture des frontières** au nord de l’Europe.

À côté des expressions de quantité et des métaphores qui les renforcent (voir les métaphores marines ci-après), l’image du terroriste qui se glisse parmi les migrants réfugiés va peu à peu s’immiscer dans les esprits, à travers les paroles citées, et quel que soit le média qui en rend compte:

Un nombre croissant de personnes **Plus de 2000 personnes** [le port de Lakki] où **se massent** des dizaines de réfugiés **les flots de réfugiés** / “**une déferlante humaine**” **ces cohortes ininterrompues de dizaines de milliers de migrants** impossible de repérer un terroriste / au milieu **des milliers de réfugiés** [ou] **se noyant dans le flot des réfugiés**

Commencent alors des descriptions de mesures qui visent à “*endiguer l’afflux*” (on remarquera *infra* les constructions actives ou passives à deux actants animés, qui contribuent à créer “des catégories” de migrants, donc de l’inégalité “ressentie”):

Les attaques terroristes et **la vague de réfugiés** poussent les pays de l’UE à **fermer leurs frontières**
Les gouvernements **referment leur porte, débordés par le nombre**

⁹ À la différence des années 1980 (BONNAFOUS, 1991)

les migrants venus d’Afrique et du Pakistan sont refoulés

certain pays ont confirmé ... désormais *refuser les migrants issus de pays censés être “sûrs”* (pays africains, Pakistan, Bangladesh)

les Marocains et les Algériens, **considérés comme de simples migrants économiques**, sont **placés en rétention... puis renvoyés** vers le Maroc ou la Turquie
Zagreb [a annoncé] que **les migrants issus de pays “qui ne peuvent bénéficier d’une protection internationale” seraient renvoyés** en Serbie

des policiers macédoniens **bloquent les migrants le flot** s’est réduit **au gré du filtrage** à la frontière grecque
La Suède coupe le pont avec les demandeurs d’asile **refusant l’entrée aux réfugiés sans papiers**

[Quelques mois plus tard]

– **Réfugiés:** La Grèce au bord du chaos

Des milliers de réfugiés se retrouvent **coincés** en Grèce
[*Le Monde*, 2-03-2016]

– “*Ils veulent qu’on meure?*”

Réfugiés. Parqués entre deux frontières dont aucune ne veut s’ouvrir, plus de 400 personnes ont affronté hier une nuit de cauchemar aux confins de la Serbie et de la Macédoine

[*Le Parisien*, 8-03-2016]

– **Crise des réfugiés:** l’Europe s’en remet à la Turquie
Les Européens **rejettent les migrants** vers la Turquie
Pour les vingt-huit, **exit le droit s’asile**

[titres extraits du *corpus* recueilli du 8 au 20 mars 2016]

On peut dresser *le profil sémantique* du mot “migrant” dans ce *corpus* de presse quotidienne, selon la place du mot dans l’énoncé et les mots qui lui sont associés dans le titre, la phrase, le paragraphe. Ces migrants, dont un certain nombre viennent de pays où l’islam est la religion dominante, arrivent au moment d’attentats meurtriers en Europe commis au nom d’un islam radical que justement certains ont fui. Ils ressentent ce rejet comme *une discrimination identitaire*, que toutes les formes syntaxico-sémantiques rencontrées dans la presse contribuent à montrer: les migrants, qui pour la plupart sont sur les routes depuis plusieurs mois, occupent la place sémantique de “l’objet”, tour à tour

bloqués, coincés, parqués... jusqu'à être rejetés, renvoyés, voire échangés entre la Turquie (qui n'en veut pas) et la Grèce (où ils ne faisaient que passer) comme des volants de badminton (ce que représente un dessin de Willem dans *Libération*, où l'un des "joueurs" précise que "les enfants noyés ne comptent pas").

Dans ce contexte, l'expression de la peur surgit de part et d'autre, chez les Européens qui s'affolent du nombre (et d'une identité religieuse présumée), et chez les demandeurs d'asile qui croyaient pouvoir enfin vivre en paix dans l'Europe des 28.

2.2 L'expression de la peur dans les discours "représentés"

Si dans ces reportages on entend parfois la voix des migrants (ci-dessus: "Ils veulent qu'on meure?"), c'est dans les discours "représentés" des Européens, qu'ils soient "autorisés" ou simples citoyens, qu'on voit apparaître la peur "ressentie" face aux migrants, peur souvent associée à "*l'identité*", notion récente en sciences humaines (MOIRAND dans RICHARD; HAILON; GUELLIL, 2015, p. 12), et qui n'est pas mentionnée dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

Ainsi, dès l'automne, on cite, dans les journaux français, les positions de l'Europe de l'Est, où l'on fait d'emblée l'amalgame entre "migrant" et "islam" sans tenir compte des migrants chrétiens, laïcs ou agnostiques (il y en a aussi), mais également certaines décisions de l'Europe du Nord:

– dans *la Croix*, journal catholique (7-12-2015):

Les catholiques hongrois sont réticents à **accueillir les migrants** [Titre]

Lorsque le pape a demandé début septembre que toutes les paroisses européennes **accueillent des migrants** [...], [l'] évêque de Szeged (sud) n'avait pas hésité à lui répondre sèchement par interview interposée: "*Ce ne sont pas des réfugiés, c'est une invasion; le pape ne connaît pas la situation*".

... le premier ministre [Viktor Orban] a habilement joué sur **l'identité chrétienne** du pays

... Quant à l'actualité de l'Europe occidentale [...], elle est utilisée pour servir **un discours protectionniste**. On pointe ses mœurs déviantes et les conséquences tragiques

de sa politique d'ouverture. "**En France, ils brûlent des voitures et ils tuent les journalistes**" [...] "**Les gens disent craindre que les migrants fassent perdre les valeurs chrétiennes de la Hongrie**" [...]"

– dans *Le Monde* (25-12-2015):

Le Parlement danois, tributaire de l'extrême droite, compte **durcir sa politique d'accueil des réfugiés**, déjà parmi les plus dures d'Europe.

Au fil des ans, même les socio-démocrates, puis plus tard leur allié plus à gauche, le Parti populaire socialiste (SF), se sont mis à adopter **la même rhétorique sur les réfugiés et les musulmans, banalisant ainsi les idées de l'extrême droite**.

– dans *Libération* (5-01-2016):

Ainsi la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque **refusent fermement toute solidarité dans la répartition des demandeurs d'asile**. [...]

Pour eux, **la religion musulmane est irréductible à la civilisation occidentale**, et ils sont prêts à employer la manière forte pour s'opposer à des **arrivées non désirées**. [...]

Rompant avec une longue tradition d'accueil, **le royaume scandinave a rétabli lundi le contrôle à ses frontières, refusant l'entrée aux réfugiés sans papiers**.

– dans *Le Monde* (10-01-2016), qui interroge des Autrichiens d'un village où sont accueillis des migrants:

"[...] **je n'ai pas peur** des réfugiés, mais **je commence à avoir peur** que notre société ne sache pas les assimiler car l'Autriche se clive"

"Chaque fois que j'en vois une [une femme voilée], **je le vis comme une provocation**"

L'expression de la peur surgit ainsi dans les médias, et au fil des paroles représentées entre guillemets (souvent "traduites" en français) dans les textes des correspondants de presse et des envoyés spéciaux, en particulier depuis les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, lorsque l'émotion a été fortement convoquée dans les titres et dans l'accompagnement des photos et des images filmées.

Depuis, l'association qui est faite entre l'expression de la peur et les demandeurs d'asile, puis les migrants récents, voire les descendants d'immigrés nés en Europe, conduit à s'interroger sur l'inscription langagière d'une peur "identitaire" à l'encontre de migrants considérés (souvent à tort) comme forcément islamistes et, après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, comme potentiellement "terroristes".

3 L'inscription d'une peur "identitaire"... aux marges de la crise des migrants

En travaillant sur le rôle de la mémoire dans le traitement des événements, en particulier lors de crises sanitaires, j'avais rencontré l'inscription langagière de la peur, en particulier dans des genres à énonciation subjectivée comme les éditoriaux ou certains titres en une (*Faut-il avoir peur de Zika?*), alors que l'expression de la colère, si on la trouve parfois associée à la peur, semble davantage présente sur les forums, les blogs et les réseaux sociaux que dans les médias traditionnels (voir cependant HEKMAT, 2014), y compris dans leur version en ligne, la colère étant par ailleurs davantage source d'actions collectives.

Mais si, comme le dit Rimé (2005, par ex.), toute expérience émotionnelle est destinée à être socialement partagée, le traitement médiatique des événements est en effet un lieu privilégié de l'inscription des émotions, voire d'une "*Stratégie de l'émotion*", comme le montre A.-C. Robert dans *le Monde diplomatique* (02-2016, p. 3). Or si cette stratégie se manifeste de façon évidente dans les images télévisées et les photos, l'inscription langagière de l'émotion dans la parole est actuellement l'objet d'un certain nombre de travaux, qui justifient d'intégrer cette catégorie dans les études de discours (BAIDER; CISLARU, 2014). Cette inscription, montrée ou suggérée, joue un rôle dans *les noms d'événements* (MOIRAND; REBOUL-TOURE, 2015), mais également dans *la construction discursive des événements*, dans *l'éclairage des objets de discours* et dans l'argumentation (MOIRAND, 2014, 2015): ainsi "*seule une mise en réseau de phénomènes discursifs comme la nomination, l'expression émotionnelle, la modalisation et la localisation spatio-temporelle est à même de rendre compte des phénomènes discursifs qui mettent en place les événements et contribuent à leur pérennisation*" (CISLARU, 2013, en ligne). Pour observer de plus près la place, l'impact et les formes langagières des peurs identitaires

dans la construction discursive des référents, tout en gardant en toile de fond la crise des migrants, on s'arrêtera sur de "petits *corpuses*» constitués d'instantanés discursifs particuliers.

3.1 L'altérité comme source et cause des peurs "représentées"

Une réflexion sur "la peur" découle du sens que lui donnent les dictionnaires d'usage: "un phénomène psychologique qui accompagne la prise de conscience d'un danger réel ou imaginé" pour *le Petit Robert* (2012). Mais si on peut "avoir peur", on peut aussi "faire peur": c'est ce qui s'inscrit au fil du traitement de la crise des migrants.

On rencontre dans les textes de presse (et les bandeaux qui défilent sur les écrans des chaînes d'information) des verbes, des substantifs, des dérivés adjectivaux, qui entrent dans le paradigme des mots qui "disent" la peur: *affoler, alarmer, craindre/crainte, effroi, terreur/terroriser...*, avec à chaque fois cette double orientation de la peur (*terroriser: semer la terreur/être terrorisée*), y compris dans des expressions familières (*avoir la panique/semer la panique*). Or dans la peur, il y a souvent quelque chose d'irraisonné, d'où un conflit latent entre la raison et l'émotion, dont parlait Sartre (1938), que reprend à sa manière le pré-titre de l'article cité *supra* du *Monde diplomatique* (*Frémir plutôt que réfléchir*), et qui surgit ici lorsque la peur croise l'inscription identitaire de l'autre.

Un premier *corpus*, saisi "au vol" des informations matinales des chaînes d'information en continu m'avait mise sur la piste des associations entre "peur", "migrants" et "identité" avant les attentats de novembre 2015: peur de la mixité sociale (à propos des collègues "ghettos"), peur des échauffourées entre migrants à Calais, peur des migrants qui transporteront des maladies (il faut éradiquer "toute immigration bactérienne", dit une leader du Front national...). Mais, après les attentats de Paris, lors des élections régionales fin 2015, on "agite les peurs" autour de la notion d'identité: un candidat probable à l'élection présidentielle parle d'"identité heureuse", un autre lui répond lors d'une meeting "il n'y a pas d'identité heureuse dans une société multiculturelle" (25-11-2015) tandis qu'un éditorialiste à la radio parle d'"angoisse identitaire" (14-12-2015). La peur peut même devenir un argument, et servir à justifier certaines décisions lorsqu'elle l'emporte sur la raison: Les migrants de Calais sont interdits de piscine... "parce qu'ils faisaient peur aux adhérents".

Cela conduit à constituer un *corpus* d’instantanés discursifs particuliers autour du mot “migrant” et des formes actualisant la notion d’identité, lorsqu’elles sont associées, au fil du discours, ou à travers la page ou l’écran, à des formes d’expression de la “peur”, d’abord dans des textes d’information, puis dans des textes de commentaire, parfois écrits par des spécialistes de sciences humaines.

3.2. Le rejet de l’autre: l’épisode corse des 24-25 décembre 2015

Le soir du jeudi 24 décembre, en Corse, île française en Méditerranée, des pompiers interviennent pour éteindre un feu, allumé au milieu d’une cité populaire dans la banlieue d’Ajaccio, ville principale du département, et autour duquel sont rassemblés “une cinquantaine d’individus”. Lorsqu’ils repartent, ils sont attaqués par “un second groupe d’une vingtaine de personnes cagoulées et armées de pierres et de barres de fer”. Deux pompiers et un policier sont blessés. Le 25 décembre, une manifestation de soutien aux pompiers (très populaires dans une région où les incendies de forêt sont fréquents) est décidée: 600 personnes se dirigent vers la cité. Certains détruisent une salle de prière musulmane, jettent à terre des corans, et s’en prennent à un restaurant de kebabs (informations du *Journal du Dimanche*, 27-12-2015).

Des propos, tournant en boucle depuis la veille sur les réseaux sociaux, et rapportés sur les chaînes françaises et dans la presse, sont le véhicule d’un **clivage identitaire**, “proclamé” dans des formes langagières associées à *la personne* et au territoire, *l’espace* étant, avec *le temps* (voir ci-après), un des lieux investis par l’identité (LAMIZET dans RICHARD; HAILON; GUELLIL, 2015, p. 28-29):

“Ici, on est **chez nous**”

“Arabi fora” / “Les arabes **dehors**”

“Il faut **les tuer**”

vs

“Sales Corses, **dégagez** du quartier”

“**Dégagez de là**, sales Corses”

Le clivage distingue ici deux catégories d’habitants, une population française “corse” de longue date et une population issue d’Afrique du Nord, constituée plutôt d’anciens immigrants, qui vivent dans un quartier marqué par le chômage et la pauvreté: “*cela fait quarante*

ans que l'on vit ici et nous n'avons de problème avec personne”, assure le responsable du culte musulman en Corse (dans *Le Journal du Dimanche*, *ibidem*).

Les propos rapportés dans la presse des autorités corses, d'une sociologue, auteure d'une thèse sur le racisme en Corse, d'une ancienne enseignante de ce quartier et d'autres locuteurs montrent que les tensions se sont exacerbées après les attentats de Paris:

– “[...] cela fait des mois que la tension monte d'une manière sourde, que j'alerte **sur les discours de plus en plus islamophobes que j'entends.**”

“Après le **13 novembre**, il suffisait d'une étincelle”, résume le maire qui pointe des groupuscules d'extrême droite **attisant la tension sur les réseaux sociaux.**

[*Le Journal du Dimanche*, 27-12-2015]

– Les attentats de janvier et de novembre à Paris sont passés par là. **Logique de territoire contre affichage ethnique: “Ici, on est chez nous”** déchaîne les réseaux sociaux, chamboule les esprits, provoque des réactions politiques nationales.

– Comment interprétez-vous les **“on est chez nous”** scandés par la foule des manifestants?

En 2004-2005, il y avait déjà eu des tensions avec **la communauté maghrébine** à Bastia et on entendait déjà ces slogans. Je les avais ressentis comme un refus du phénomène des banlieues et des violences urbaines, **“On ne veut pas de ça chez nous”**. C'est un peu pareil aujourd'hui...

[*Le Parisien*, 29-12-2015, interview de M. Perreti-Ndiaye]

– Corse: aux origines **du racisme** [la Une]

Les violences qui secouent l'île depuis jeudi ont été déclenchées par l'agression inédite de pompiers mais aussi par **l'islamophobie...**

– “*La vie du quartier est devenue **plus tendue au fil des ans. Des femmes voilées de la tête aux pieds, des hommes en jellaba, cela alimente le sentiment diffus de division de la société insulaire, et crée une angoisse***”, témoigne une ancienne enseignante.

– En Corse comme ailleurs, l’actualité de 2015 a exacerbé les tensions au sein de la population. **Non-musulmans contre musulmans**, ces derniers endossant le costume de **boucs émissaires** devant le risque d’une prétendue “*islamisation*” de l’île.

– Une délégation de jeunes gens, autoproclamés défenseurs des “*racines chrétiennes de la Corse*”, tendance extrême droite [...]: “*Ici, nous sommes en terre chrétienne, nous n’avons rien contre les musulmans, mais ils n’ont qu’à prier chez eux*”

[*Libération*, 28-12-2015]

Derrière les désignations de personne et de territoire (“nous vs eux”, “ici vs chez eux”), *une inégalité de type ethno-raciste* (SAFI, 2013) semble s’inscrire dans les slogans et les commentaires, cette inégalité reposant partiellement sur la peur d’une religion autre, comme on a pu l’entrevoir dans les propos cités de citoyens de l’Europe de l’Est (en 2. *supra*), et qu’on retrouve ici dans un département français, qui, comme toutes les îles méditerranéennes, a été un lieu d’émigration et d’immigration, depuis longtemps. Ce qu’on retient de ce “petit *corpus*”, c’est ce refus de l’altérité, relié ici à une identité autre, mais également à une religion... qui fait peur. Pourtant, si la conscience de l’identité passe par le “ressenti” d’une altérité, elle ne s’oppose pas à l’égalité telle que l’avait conçue la Déclaration de l’homme et du citoyen, une égalité qui ne tenait pas compte des différences de race, de religion, d’ethnie (en 1.2. *supra*).

3.3 Le soir du Nouvel An en Allemagne

Le 31 décembre 2015, des dizaines de femmes sont “agressées” par des hommes près de la gare de Cologne:

SCANDALE. Des dizaines de femmes **disent avoir été agressées** le soir du Nouvel An à Cologne par **plusieurs groupes d’hommes organisés**. **Les réfugiés sont pointés du doigt.**

[*Le Parisien*, 6-1-2016]

Harcèlement du nouvel an: l’**émoi** allemand

Après les agressions sexuelles, la nuit du réveillon de Cologne, imputées à **des hommes présentés comme des maghrébins**, le **débat sur les réfugiés s’envenime.**

[*Libération*, 7-1-2016]

Après Cologne, **Merkel durcit le ton sur les réfugiés**
Selon des témoignages de policiers, **des demandeurs**
d’asile auraient participé à des agressions de femmes.

[*Le Monde*, 9-1-2016]

Mais ce qui frappe dans les récits des médias, c’est l’approximation des “assignations identitaires” (DEVRIENDT 2012) dans les propos, rapportés et traduits, qui tentent d’identifier les agresseurs:

un millier d’hommes... “*en provenance du monde arabe et d’Afrique du Nord*”
apparemment... des personnes **d’origine étrangère**
des hommes **présentés comme des maghrébins**
de très jeunes hommes **d’allure moyen-orientale**
les agresseurs, âgés de 15 à 35 ans **et d’apparence maghrébine,**
une ou plusieurs **bandes de petits criminels maghrébins**
installés de longue date en Allemagne
des hommes “**issus de l’immigration**”
des groupes d’hommes **ivres**, “**d’apparence arabe ou maghrébine**”

Ainsi les assignations Déterminant + Nom + [d’origine] X forment *un paradigme de désignations* des agresseurs, caractérisés par une “apparence” ou une “allure”, et, semble-t-il, “ivres” ou “drogués”, désignations qui sont associées, au fil du discours, à des formes d’inscription de la peur:

– A sa descente du train régional, à la gare centrale de Cologne, Anna, 27 ans **prend peur**: “*La place était pleine, presque que des hommes, quelques femmes terrorisées, que tous dévisageaient...*”

– Une femme de 60 ans **raconte “avoir paniqué”** lorsqu’elle s’est retrouvée “*encerclée par de très jeunes hommes d’allure moyen-orientale*”, cherchant à lui toucher les seins ou à lui mettre la main dans le pantalon. **Sous le coup de la peur**, elle n’a pas remarqué la disparition de son porte-monnaie.

[*Libération*, 7-1-2016]

L'événement est alors rapporté à la crise des migrants par la police, les différentes autorités du pays, les médias allemands, et finalement embrase le monde politico-médiatique, même si les agresseurs ne sont pas des migrants de 2015:

L'affaire est politiquement très sensible car elle intervient dans le contexte très tendu de la **“crise des migrants” dont profitent les mouvements populistes.**

[*Le Parisien*, 6-1-2016]

Après les agressions sexuelles, la nuit du réveillon à Cologne, imputés à des hommes présentés comme **des maghrébins**, **le débat sur les réfugiés s'envenime.**

La police ne croit pas que les agressions de la Saint-Sylvestre soient le fait de **demandeurs d'emploi** mais plutôt d'une ou plusieurs **bandes de petits criminels maghrébins installés de longue date en Allemagne**

[*Libération*, 7-1-2016]

Selon ce document [rapport sur l'intervention des forces de l'ordre], qu'ont pu se procurer *Bild* et *le Spiegel Online*, la place de la gare s'est transformée en **un lieu de violence et de peur.**

[*Le Monde* 9-1-2015]

Lors de la manifestation **contre le sexisme et le racisme**, à Cologne, samedi [...]

Près de la gare, **1700 manifestants d'extrême droite**, dont plusieurs centaines de hooligans connus des forces de l'ordre, tentent ce samedi **de récupérer l'émoi** [...] répondant à l'appel de Pediga, **ce mouvement anti-islam** qui avait connu son heure de gloire voici un an en mobilisant jusqu'à 15000 personnes **“contre l'islamisation de l'Occident”** à Dresde, en ex-RDA.

[*Libération* 11-1-2016]

Allemagne: **paranoïa croissante au sujet des migrants**
– A Bomheim... les autorités locales ont décidé la fermeture temporaire de la piscine **aux hommes réfugiés de plus de 18 ans...**

– A Fribourg, ville étudiante réputée pour sa tolérance et fief des écologistes, **les immigrés se plaignent de ne plus pouvoir mettre les pieds dans les discothèques.**

[*Libération* 27-1-2015]

Ce *corpus* permet de repérer les amalgames entre réfugiés (migrants actuels) et maghrébins (déjà là), de faire avancer l'étude des associations entre "peur" et "identité", qui surgissent tout au long de la crise des migrants, et qui deviennent des enjeux politiques dans une Europe où les partis de droite (pas seulement les partis populistes) s'appuient sur *la peur identitaire* d'une religion qui, loin d'être majoritaire, devient plus angoissante que la peur du chômage et de l'exclusion sociale, facteurs principaux d'une *inégalité sociale* dont sont souvent victimes les jeunes, et davantage encore les jeunes "issus de l'immigration".

L'analyse de ces représentations, dans les propos rapportés des citoyens ordinaires comme dans ceux des hommes ou des femmes ayant des responsabilités dans les institutions démocratiques, permet de faire avancer la réflexion sur l'(in)égalité "prise au piège" d'une identité culturelle, voire d'une religion.

3.4 La peur identitaire au prisme des représentations

La peur circule également du côté des migrants réfugiés, comme le montrent les récits recueillis dans les quotidiens français, où l'on "traduit" leurs propos:

Comme la grande majorité des réfugiés du camp, Rachad (27 ans) et Yara (21 ans), **jeunes mariés syriens**, veulent aller en Allemagne. "***J'ai juste peur qu'avec les attentats horribles à Paris, plus personne ne veuille de nous, avoue, inquiète, Yara. Savent-ils que c'est pour fuir cette terreur que nous partons?***"

[Libération, reportage sur l'île de Leros, 19-11-2015]

En Autriche, **la fin du chemin vers l'asile européen** [pour une famille que les journalistes ont retrouvée, **six mois après** les avoir rencontrés sur l'île de Kos].

L'intégration... leur grand défi. **Les efforts sont incessants**, se cachent dans les détails. Dans cette réserve que l'on doit avoir pour rire en public. Dans ces incompréhensions liées à la langue. Dans **ce voile** auquel Baraa n'envisage pas de renoncer, mais **qui, elle le sent, heurte beaucoup d'Autrichiens**.

Hane fait partie des 200 réfugiés qui sont allés manifester leur soutien à Paris devant l'Ambassade française à Vienne, après les attentats du 13 novembre,

mais **il redoute que** ces attaques changent tout pour eux. “**L’image de l’Arabe fait peur** maintenant”, **s’inquiète-t-il.**

[*Le Monde* 10-1-2016]

Dans cette exploration des genres du reportage, ce sont les mots associés à l’identité, qui me conduisent à penser que la peur qui les sous-tend, c’est “**la peur de perdre son identité**”. Or la perte d’identité est certainement bien plus grande pour le migrant qui tente de s’intégrer dans un nouveau pays et qui a quitté son environnement d’origine que pour les habitants déjà-là des pays d’accueil. Pourtant les réactions de rejet sont souvent présentes, en particulier envers des migrants que l’on pense “islamiques” ou “arabes”, ces deux caractérisations étant généralement confondues. Cette association, qui déclenche la peur, repose sur un certain nombre d’ignorances, mises au jour par L.-J. Calvet, sociolinguiste:

MUSULMAN MAGHRÉBIN ARABE

On considère généralement en France ces trois termes comme complémentaires, voire synonymes. Dans l’inconscient collectif en effet le Maghreb (ou Afrique du Nord) est peuplé d’Arabes musulmans. Mais les choses sont plus complexes. Le *Maghreb* (le Couchant) est une notion géographique qui, s’opposant au *Machrek* (le Levant), distingue entre l’ouest et l’est de ce qu’on appelle les pays arabo-musulmans. Un maghrébin peut donc venir de Libye, de Tunisie, d’Algérie, du Maroc ou de Mauritanie. Mais **tous les habitants des pays arabo-musulmans ne sont pas arabes**: une bonne partie de la population du Maghreb est berbère (ou kabyle ou amazigh). **Et tous ne sont pas musulmans**: on trouve au Maghreb comme au Machrek des juifs, des chrétiens voire des athées. En outre, **tous les musulmans ne sont pas arabes**: en tenant compte des musulmans turcs, iraniens, afghans, pakistanais, indonésiens, etc., on voit que les Arabes sont minoritaires dans l’ensemble des musulmans. Donc un Maghrébin n’est pas nécessairement un arabe, un Arabe n’est pas nécessairement un musulman, et un musulman n’est pas nécessairement maghrébin. (CALVET. In *Télérama Horizons*, n. 4, 2011, p. 16)

Mais certains partis politiques et certains médias entretiennent ces ignorances, comme le dénonce déjà en 2011 l'éditorial de ce numéro spécial intitulé *Sale Temps pour les étrangers*, dans une Europe

érigeant **des murs anti-migratoires** aux portes de l'Union européenne, **stigmatisant comme des ennemis intérieurs** ici les Roms, là les Turcs, les Africains, les Maghrébins, enfin, pour tout dire, les musulmans. [...]

En France, l'existence, même éphémère, d'un ministère qui associait la gestion de l'immigration à un enjeu d'identité nationale [aura] surtout servi à [...] enfoncer dans les têtes cette (fausse) évidence: il y a un problème avec les étrangers, un problème avec l'intégration, avec l'islam, avec tous ces réfugiés à nos frontières...

(POITEVIN, éditorial, *ibidem*, p. 3)

Le voile, les prières, le jeûne, la viande hallal, les mosquées, récemment “la mode islamique”, tout est prétexte à polémique... davantage qu'à une information qui donnerait un sens aux pratiques des autres, et qui relativiserait leur pouvoir “identitaire” au lieu d’“attiser les peurs” au travers d'images stéréotypées.

Chiffres à l'appui, une étude, réalisée en 2007 et 2009 dans cinq quotidiens français (GUILANI-SEGUIN dans HAILON; RICHARD; SANDRÉ, 2012, p. 143), selon une méthode empruntant à la linguistique de *corpus* (*corpus driven*) et à la théorie des prototypes sémantiques, montre que parmi les lemmes retenus renvoyant aux trois religions monothéistes présentes en France, c'est de loin la religion musulmane la plus représentée, avec une pointe en 2007 qui correspond à la campagne présidentielle; et parmi les mots formés sur la racine “islam”, le mot “islamiste” au pluriel (qui désigne la tendance la plus radicale) arrive en seconde position, suivi par “islamo-conservateur” et “islamophobie”.

Lorsqu'on observe les données du *corpus* sur la crise de migrants (2015-2016), on a l'intuition que cette représentation de la religion musulmane a encore progressé dans les médias, de même que les images qui “font peur”: les assignations identitaires, la femme voilée, la djellaba, les prières, et les nombreux enfants, qui ne déclenchent de “la compassion” que lorsqu'ils sont morts noyés, et non lorsqu'ils pataugent dans le froid, parqués derrière une frontière, dans un camp de rétention ou dans ce qu'on appelle “la jungle” à Calais. Ces stéréotypes

sont tellement présents dans les médias et les réseaux sociaux que lors d'une "expérience" où je m'employais à montrer à des sujets divers des photos de presse et d'images télévisées représentant "les vagues" de migrants marchant à travers l'Europe ou coincés à une frontière, ceux-ci ne "voyaient" que des femmes voilées, donc musulmanes, alors que certaines n'avaient rien sur la tête, d'autres un simple foulard. Ainsi l'assignation identitaire telle qu'elle est "dite" et "visualisée" au fil des reportages devient un vecteur d'inégalité, stigmatisant une population (ici les réfugiés) au nom des représentations prototypiques d'une religion présumée.

C'est l'égalité citoyenne, mais également le droit d'asile, inscrits dans la Déclaration universelle des droits humains (en 1. *supra*) qui semble pris au piège de la discrimination identitaire, en particulier lorsqu'on parle de "migrants de deuxième ou troisième génération" à propos d'habitants qui sont Français, puisque nés en France (régie par le droit du sol) et dont les parents, voir les grands-parents, sont devenus Français. On le dit d'ailleurs davantage des descendants d'immigrants d'Afrique du Nord, et non de ceux dont les parents ou grands-parents sont venus de pays européens.

Présente "en douce" dans un interdiscours, qui jusqu'ici ne se montrait pas, ou peu, dans les médias, la question de *l'identité* dans ses relations avec *l'(in)égalité* a surgi brutalement lors de la sélection des joueurs de l'équipe de France pour l'Euro 2016, lorsque Karim Benzema, footballeur international non sélectionné et Français "d'origine algérienne" aurait lui-même déclaré que le sélectionneur "*a cédé à la pression d'une partie raciste de la France*". Cette accusation a vite envahi les médias et les réseaux sociaux, associant cette fois explicitement "l'inégalité" aux mots "discrimination", "stigmatisation", "exclusion", ainsi qu'à **la race** et à **l'ethnie**, jusque dans les titres de la presse quotidienne, et en particulier dans les genres du commentaire (analyse, éditorial, chronique), regroupés parfois dans des pages "débat" et confiés à des historiens, des sociologues ou des ethnologues: "*Par la mise en exergue des origines des footballeurs en vue, les leaders d'opinion et entrepreneurs d'ethnicité entérinent l'idée que les inégalités sociales ont davantage à voir avec la discrimination ethnique qu'avec la domination économique*" (*le Monde*, 3-06-2016). La presse quotidienne publie alors des analyses dont certaines associent *les inégalités* non pas aux *classes sociales*, mais à une **fracture ethnique**, qui remet en cause *la tradition*

républicaine des luttes sociales fondée sur des différences de classe. Pourtant, les exclus “européens” de l’économie libérale, les exclus que génèrent “les fractures territoriales”, constituent bien “une classe”, qui ressent dans les aides données aux demandeurs d’asile une *différence* de traitement à leur égard, dans laquelle s’engouffrent des idées populistes (de droite).

Pour conclure...

Avec ce micro-événement, la presse généraliste met au jour le malaise que l’on ressent en France face à l’identité dite “française” et/ou “culturelle”, comme la caractérise un ancien Président dans la pré-campagne de la prochaine élection présidentielle, ce qui sous-entend qu’il y aurait une culture qui serait “nationale” (pour ne pas dire nationaliste) et donc un certain refus des cultures autres, y compris celles de Français qui le sont devenus par choix ou par celui de leurs ancêtres.

Mais l’identité française est historiquement une identité républicaine, celle d’une République une et indivisible, qui perdure depuis la Révolution, et qui pour cela s’appuie sur un principe de laïcité pour lequel la religion est une affaire privée, ce qui constitue encore une exception, même dans les démocraties occidentales. De plus les relations que l’on a en France avec la religion musulmane sont complexes, et par seulement “identitaires”, parce qu’elles s’enracinent dans le passé colonial de la France, dans le rôle que la France a joué au Moyen Orient et en Afrique, ainsi que dans l’histoire des pays colonisés, histoire souvent ignorée, en tout cas mal connue, y compris des “élites”, des hommes politiques et des journalistes non spécialisés des deux côtés de la Méditerranée. Cela brouille considérablement les représentations que l’on a des migrants venant de ces pays, et par suite les représentations qu’on en donne dans les médias, d’autant que “*la mémoire collective transnationale*” des migrations (y compris celles des Européens vers d’autres continents) ne paraît pas retenir l’attention des mondes médiatiques et politiques.

Faire prendre conscience du rôle que le discours joue sur la façon de catégoriser et sur *les assignations identitaires* dont on use et on abuse, ainsi que sur les peurs qu’on y associe, dans le monde politique, les médias et les réseaux sociaux, jusqu’à en faire une marque d’inégalité, voire d’exclusion, relève donc d’une éthique langagière (PORQUIER;

MOIRAND, 2008; PAVEAU, 2013, 2015), qui a du mal à trouver sa place dans le monde politico-médiatique (mais qu'on entrevoit lorsqu'on s'interroge sur la façon de nommer, de généraliser et d'argumenter – MOIRAND 2015), et qui mériterait d'être intégrée aux formations de journalistes et de sciences politiques, et de manière générale à une réflexion sur le discours, à l'école, à l'université et dans "les grandes écoles".

Cette exigence langagière, qui pourrait faire partie d'une "exigence républicaine", ne doit pas cependant oublier qu'il y a, en France actuellement, des populations "démunies", "vulnérables", "exclues", pour lesquelles l'explication sociologique en termes de classes sociales a toujours sa raison d'être (y compris pour certains migrants, anciens ou nouveaux, qu'on ne peut confondre avec les cadres et financiers, européens ou autres, qui vivent en France pour des raisons professionnelles). Or n'est-ce pas la forme de certaines campagnes présidentielles françaises centrées davantage sur l'association entre diversité et identité nationale que sur les inégalités sociales (DEVRIENDT, 2012, p. 171-172), qui contribue à effacer la "lutte des classes" et la notion même de "classes sociales" au profit d'un consensus néolibéral "mou" qui laisse le monde politico-médiatique "agiter les peurs", et renforce ainsi à la fois "la peur qu'on a des migrants" et "la peur qu'ils font"?

Références

ANGENOT, M. *El discurso social*. Los límites históricos de lo pensable y lo decible. Buenos Aires: Siglo Veintiuno, 2010.

BAIDER, F.; CISLARU, G. (Coord.). *Linguistic Approaches to Emotions in Context*. Amsterdam: John Benjamins, 2014.

BONNAFOUS, S. *L'immigration prise aux mots*. Les immigrés dans la presse au tournant des années 80. Paris: Kimé, 1991.

CISLARU, G. Pratiques langagières de l'"événementialisation": illustrations dans les discours médiatiques. *Mediazioni*, Les facettes de l'événement: des formes aux signes, Université de Bologne, n. 15, 2013. Disponible sur: <http://mediazioni.sitlec.unibo.it>. Accès le 17 nov. 2016.

DEVRIENDT, É. 'Diversité' et consensus dans le discours social sur 'l'identité nationale'. Analyse dans la presse quotidienne française (2007-2010). In: HAILON, F. *et al.*, 2012, p. 159-174.

DEVRIENDT, É. Désignation des ‘minorités’ et assignation identitaire dans le discours de la presse française (2007-2010): étude de [Dét N d’origine X]. *Congrès mondial de linguistique française*, 2012. Disponible sur: <http://www.ilf.cnrs.fr/spip.php?rubrique30>. Accès le 17 nov. 2016.

DUBET, F. (Coord.). *Inégalités et justice sociale*. Paris: La découverte, 2014.

FIALA, P. (Coord.). *In/égalité(s). Usages lexicaux et variations discursives (18^e-20^e siècles)*. Paris: L’Harmattan, 1999.

GARCIA, G. *La cause des “sans”. Sans-papiers, sans-logis, sans-emploi à l’épreuve des médias*. Rennes: Presses universitaires et Ina édition, 2012.

GARCIN-MARROU, I. Des ‘jeunes’ et des ‘banlieues’ dans la presse de l’automne 2005: entre compréhension et relégation. *Espaces et sociétés*, n. 128-129, p. 23-37, 2007. Disponible sur <http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-1.htm>. Accès le 17 nov. 2016.

GUILHAUMOU, J. *La parole des sans. Les mouvements actuels à l’épreuve de la Révolution française*. Lyon: ENS éditions, 1998.

GUILLUY, C. *Fractures françaises*. Paris: Flammarion, 2013.

HAILON, F.; RICHARD, A.; SANDRÉ, M. (Coord.). Le discours politique identitaire. *Le discours et la langue*, v. 3.1., 2012.

HEKMAT, I. Argumentation de la colère face aux “caricatures de Mahomet” et constructions identitaires. In: MICHELI, R. *et al.* (Coord.), 2013, p. 19-46.

KALIFA, D. *Les bas-fonds. Histoire d’un imaginaire*. Paris: Seuil, 2013.

LARA, G. P.; LIMBERTI, R. P. (Coord.). *Discurso e (des)igualdade social*. São Paulo: Contexto, 2015.

LEFÉBURE, P.; SÉCAIL, C. (Coord.). *Le défi Charlie. Les médias à l’épreuve des attentats*. Paris: Lemieux, 2016.

van LEEUWEN, T. Représenter les acteurs sociaux. *Semen 27*, 2009. En ligne sur revues.org.

LONGHI, J. (Coord.). Stabilité et instabilité dans la production du sens: la nomination en discours. *Langue française* 188. En ligne sur cairn.info.

MICHELI R.; HEKMAT, I.; RABATEL, A. (Coord.). Les émotions argumentées dans les médias. *Le discours et la langue*, v. 4.1, 2013.

MOIRAND S. Le dialogisme: de la réception du concept à son appropriation en analyse du discours. *Cahiers de praxématique*, Université de Montpellier, n. 57, p. 69-100, 2011. En ligne sur revues.org

MOIRAND S. L'événement saisi par la langue et la communication. *Cahiers de praxématique*, Université de Montpellier, n. 63, 2014. En ligne sur revues.org

MOIRAND S. Trois notions à l'épreuve de la dimension morale du discours. *Pratiques*, Université de Lorraine, n. 163-164, 2015. En ligne sur revues.org.

MOIRAND S. La construction de l'événement dans la presse entre sémantique discursive, hétérogénéités énonciatives et inscription de l'émotion, postface et bibliographie 2016. In traduction en espagnol des *Discours de la presse quotidienne*, Paris: PUF, 2007. Buenos Aires, à paraître.

MOIRAND, S.; PORQUIER, R. De l'éthique de la nomination à l'éthique de l'interprétation: autour du mot "otage" et de quelques autres. In: *Morales langagières. Autour de propositions de recherche de Bernard Gardin*, Publications des Universités de Rouen et du Havre, p. 139-153, 2008.

MOIRAND, S.; REBOUL-TOURE, S. Nommer les événements à l'épreuve des mots et de la construction du discours. *Langue française*, n. 188, p. 105-120, 2015.

NÉE, É. *L'Insécurité en campagne électorale*. Paris: Champion, 2012.

NÉE, É.; VENIARD, M. (2012). Analyse du discours à entrée lexicale (ADEL): le renouveau par la sémantique? *Langage & Société*, n. 140, p. 15-28.

PAVEAU, M.-A. *Langage et Morale*. Une éthique des vertus discursives. Limoges: Lambert-Lucas, 2013.

PAVEAU, M.-A. (Coord.). Question de morale. Éducation, discours, texte. *Pratiques*, n. 163-164, 2015. En ligne sur revues.org.

PÊCHEUX, M. Textes choisis et présentés dans Maldidier D. *L'inquiétude du discours*. Paris: Éditions des Cendres, 1990.

PEETERS, S. La couverture médiatique de la ‘crise des banlieues’: métaphores, représentations et l’apport indispensable du cotexte. *CORELA*, Cotexte, contexte, situation, 2012. En ligne sur revues.org

PORDEUS RIBEIRO, M. “Droite” et “Gauche” dans les discours d’un événement électoral. Une étude sémantique et contrastive des presses brésilienne et française. Les élections présidentielles de 2002 au Brésil et de 2007 en France. 2015. 498 p. Thèse de doctorat en cotutelle, Université Sorbonne nouvelle et Universidade de São Paulo.

RICHARD, A.; HAILON, F.; GUELLIL, N. (Coord.). *Le discours politique identitaire dans les médias*. Paris: l’Harmattan, 2015.

RIMÉ, B. *Le partage social des émotions*. Paris: PUF, 2005.

SAFI, M. *Les inégalités ethno-raciales*. Paris: La découverte, 2013.

SANGAR, É. From ‘Memory wars’ to shared identities: conceptualizing the transnationalisation of collective memory. *The Tocqueville Review/ La revue Tocqueville*, vol. XXXVI, n. 2, p. 65-93, 2015.

SARTRE, J.-P. *Esquisse d’une théorie de l’émotion. Psychologie, phénoménologie et psychologie phénoménologique de l’émotion*. Paris: Hermann, 1938.

SIBLOT, P. Une linguistique qui n’a plus peur du réel? *Cahiers de praxématique*, n. 15, p. 57-76, 1990. En ligne sur revues.org

VENIARD, M. *La nomination des événements dans la presse. Essai de sémantique discursive*. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2013.